

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Départementale des Territoires
Service Environnement, Eau et Forêt
Bureau de la coordination et des procédures
DDT/SEEF/BCP/BDE/CC
n°

0010

ARRETE

de mise en demeure à l'encontre de la société
THEOLAU PEINTURES à COLOMIERS.

Le Préfet de la Région Midi-Pyrénées
Préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code du travail ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008, complété par arrêté préfectoral du 31 décembre 2010, délivré à la société THEOLAU PEINTURES relatif aux activités qu'elle exploite 13 chemin de la Chasse, ZI En Jacca à COLOMIERS ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées en date du 20 décembre 2010 ;

Considérant que la société THEOLAU PEINTURES ne respecte pas les prescriptions de l'article 7.2.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2008 relatives au désenfumage de ses locaux de stockage et manipulation de liquides inflammables ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à entraîner un risque notable pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre l'exploitant en demeure de régulariser cette situation ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,

A R R E T E

ARTICLE 1er:

La société THEOLAU Peintures, dont le siège social est situé ZI-A 5, rue René Cauche 59 139 Noyelles Les Seclin, est mise en demeure, pour les installations de fabrication de peinture qu'elle exploite 13 Chemin de la Chasse à Colomiers, de respecter les dispositions suivantes **sous six mois à compter de la notification du présent arrêté :**

«Article 7.2.2.2 - Désenfumage

Les locaux et bâtiments de stockage et de manipulation des liquides inflammables doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2 % de la superficie de la zone.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local et du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs installés après le 31 décembre 2006, date de la fin de la période de transition du marquage CE et des normes françaises pour ces matériels, doivent respecter la norme NF EN 12 101-2 ou équivalente.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. »

ARTICLE 2 – A défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3- Délai et voie de recours.

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Garonne,
Le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du
logement, inspecteur des installations classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la société THEOLAUZ PEINTURES.

Toulouse, le 14 JAN. 2011

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général,

Françoise SOULIMAN